

**Conseil économique et social**

Distr. générale  
15 décembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

**Commission économique pour l'Europe****Comité des transports intérieurs****Soixante-dix-huitième session**

Genève, 23-26 février 2016

Point 13 de l'ordre du jour provisoire

**Programme de travail et évaluation biennale pour 2016-2017  
et cadre stratégique pour 2018-2019****Projet de programme de travail du sous-programme  
« Transports » pour 2016-2017****Additif****Organisation des travaux fondée sur les modules****Note du secrétariat***Résumé*

On trouvera dans le présent document une description détaillée des activités fondées sur les modules et les réalisations escomptées du programme de travail du sous-programme (ECE/TRANS/2016/28). Le Comité des transports intérieurs est invité à approuver le présent additif au programme de travail à sa soixante-dix-huitième session.



## Introduction

1. Le Comité des transports intérieurs est invité à adopter le présent additif au programme de travail pour 2016-2017 à sa soixante-dix-huitième session. Ce programme de travail pourra être aménagé par le Comité au cours de l'exercice biennal. Il sera rendu compte de ces aménagements dans un document distinct.
2. Le présent additif au programme de travail est conçu selon une stratégie axée sur les résultats. Il prévoit, pour chaque module d'activités, une réalisation escomptée et une liste de propositions de produits ou activités pour 2016-2017, qui devraient contribuer à l'obtention des réalisations escomptées.
3. Le regroupement des activités en modules est exactement le même que celui utilisé par le Comité pour l'évaluation biennale des résultats de son sous-programme. La correspondance entre le cadre stratégique de la CEE et le regroupement en modules utilisé aux fins de l'évaluation biennale du sous-programme pour 2016-2017 est indiquée dans le document ECE/TRANS/2016/29.
4. En outre, les produits et activités énumérés dans le présent document correspondent au budget-programme de la CEE pour l'exercice biennal 2016-2017 et sont complétés par des éléments additionnels tenant compte de l'évolution de la situation et des nouveaux besoins des États membres de la CEE.
5. Les produits et activités ont été classés dans les modules dont ils relèvent selon les catégories suivantes : a) réunions et documents correspondants; b) publications et autres supports d'information; et c) coopération technique, y compris les séminaires, ateliers, stages de formation et services de conseil.
6. Les indicateurs de succès pertinents ainsi que les données de référence et objectifs en fonction desquels les résultats seront évalués sont présentés dans le document ECE/TRANS/2016/29 afin de permettre au Comité de vérifier plus facilement si tous les produits nécessaires pour obtenir les résultats escomptés ont été inclus dans le plan.
7. L'annexe du présent document présente le programme de travail d'un projet extrabudgétaire, le Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE). Celui-ci, qui est financé par les gouvernements participants et bénéficie des services du secrétariat, a son propre cycle de programmation.
8. Le sous-programme « Transports » de la CEE est constitué des modules d'activités suivants :

---

*Numéro de module    Sous-programme 2 – Transports*

---

- |    |  |
|----|--|
| 1. | Coordination générale (Comité des transports intérieurs et Bureau du Comité)   |
| 2. | Tendances et économie des transports (y compris les liaisons de transport Europe-Asie)                                     |
| 3. | Harmonisation des règlements concernant les véhicules, changements climatiques et systèmes de transport intelligents (STI) |
| 4. | Transport ferroviaire [projet de chemin de fer transeuropéen (TER)]  |
| 5. | Transport par voie navigable   |
| 6. | Transport intermodal et logistique   |
| 7. | Problèmes douaniers intéressant les transports   |
| 8. | Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE)  |

---

*Numéro de module*    *Sous-programme 2 – Transports*

---

9.	Transport des marchandises dangereuses (CEE)
10.	Transport des marchandises dangereuses (Conseil économique et social)
11.	Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH) (Conseil économique et social)
12.	Transport des denrées périssables
13.	Statistiques des transports
14.	Transport routier et projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM)
15.	Sécurité de la circulation routière

---

## I. Produits/activités pour l'exercice biennal 2016-2017

### Module 1 Coordination générale

---

<i>Description du module (facultatif)</i>	<i>Réalisations escomptées</i>
Coordination générale de toutes les activités menées par le Comité des transports intérieurs et ses organes subsidiaires ainsi que des activités intersectorielles, afin d'assurer la cohérence d'ensemble du sous-programme.	Tenue des réunions annuelles du Comité des transports intérieurs (CTI) et de son Bureau ainsi que de celles du président et des vice-présidents du CTI avec le Comité exécutif.

---

#### Produits/activités

##### a) *Séances<sup>1</sup> et documents correspondants*

1.1 Comité des transports intérieurs (soixante-dix-huitième session, 2016; soixante-dix-neuvième session, 2017) (12 séances).

1.2 Bureau du Comité des transports intérieurs (4 sessions en 2016, 4 sessions en 2017) (20 séances).

*Documents :* Rapports des sessions du Comité (2); rapports sur le projet relatif aux futurs systèmes de transport intérieur – module de la sécurité routière (4); documents établis pour les sessions du Comité des transports intérieurs (56).

##### b) *Publications et autres supports d'information*

1.3 Publication : « ForFITS (projet relatif aux futurs systèmes de transport intérieur) » (1).

1.4 Exploitation annuelle des bases de données relatives à différents domaines de fond du sous-programme (2).

1.5 Exploitation annuelle du site Web du sous-programme (2).

1.6 Catalogues annuels de communiqués de presse (2).

1.7 Autres supports d'information (6).

---

<sup>1</sup> Dans le présent document, on entend par « séance » une demi-journée de réunion (trois heures).

c) *Coopération technique*

1.8 Deux missions de conseil concernant les instruments juridiques relatifs aux transports intérieurs (2).

**Module 2****Tendances et économie des transports (y compris les liaisons de transport Europe-Asie)***Description du module (facultatif)**Réalisations escomptées*

Le Groupe de travail chargé d'examiner les tendances et l'économie des transports (WP.5) constitue une tribune pour l'échange d'idées concernant les progrès, les difficultés et les questions d'actualité en matière de transports intérieurs durables dans la région paneuropéenne. Son objectif principal est d'améliorer la compréhension par les États membres des grandes tendances et de l'évolution des transports intérieurs dans la région de la CEE et de renforcer la coopération internationale aux fins du développement de systèmes de transport durables. Son domaine d'activité comprend l'étude des aspects économiques des transports, compte tenu : i) du processus d'intégration en cours dans la région de la CEE; et ii) des réformes en cours dans les pays membres, en suivant l'évolution actuelle du secteur des transports afin de recenser, encourager et faire connaître les exemples positifs pour le développement des transports. Il s'efforce également d'améliorer la coordination et l'intégration intermodales en vue de créer un système européen de transport qui soit durable. Son domaine d'activité s'étend également au développement des liaisons de transport entre l'Europe et l'Asie, aux effets des changements climatiques et à l'adaptation à ces changements dans les réseaux et nœuds de transport, aux transports et aux déplacements urbains durables, y compris les transports publics et la sécurité des transports, et aux modes innovants de financement des infrastructures de transport, y compris des analyses comparatives des coûts de construction de ces infrastructures.

## Principales tâches :

- Assurer le secrétariat du Groupe de travail chargé d'examiner les tendances et l'économie des transports;
- Faciliter l'échange de données entre les pays membres sur les faits nouveaux en matière de politique des transports;
- Coordonner la coopération entre les gouvernements et d'autres intervenants (organisations intergouvernementales et non gouvernementales, organisations régionales d'intégration économique, secteur privé et milieux universitaires);

- Meilleure compréhension par les États membres des grandes tendances et de l'évolution des transports dans la région de la CEE;
- Renforcement de la coopération en vue du développement des liaisons de transport entre l'Europe et l'Asie.

- Fournir une assistance technique et administrative aux pays en transition sur le plan économique.

*Autres activités menées dans le cadre du module*

Le Groupe d'experts des liaisons de transport Europe-Asie appuie la mise en œuvre des projets prioritaires définis et encourage l'incorporation de tous les itinéraires de transport entre l'Europe et l'Asie recensés dans les accords internationaux relatifs aux divers réseaux. Il s'emploie également à lever les obstacles qui ralentissent le franchissement des frontières internationales par les marchandises et continue à renforcer les capacités des agents nationaux des diverses instances qui s'occupent des formalités et procédures relatives au passage des frontières. Le Groupe d'experts poursuit actuellement ses travaux visant à coordonner la planification des infrastructures et à évaluer et hiérarchiser les projets d'infrastructure; à étudier et analyser les options économiquement viables en matière de transport intérieur; à examiner les obstacles non physiques et recueillir des données sur les flux de trafic dans la région concernée par le projet Liaisons de transport Europe-Asie; à renforcer les capacités nationales; à mettre en commun les données d'expérience et les meilleures pratiques relatives aux axes de transport Europe-Asie; et à compléter et actualiser la base de données du système d'information géographique (SIG). Ces travaux seront poursuivis dans le cadre d'une nouvelle phase III comprenant les éléments suivants :

- Coordination de la planification des infrastructures;
- Évaluation et hiérarchisation des projets d'infrastructure;
- Étude et analyse des options économiquement viables en matière de transport intérieur;
- Examen des obstacles non physiques et recueil de données sur les flux de trafic dans la région concernée par le projet Liaisons de transport Europe-Asie;
- Renforcement des capacités nationales;
- Facilitation de la coordination des horaires et des tarifs pour les neuf liaisons de transport ferroviaire et routier;
- Promotion des axes de transport intérieur reliant l'Europe et l'Asie et élaboration d'une stratégie de commercialisation intégrée;
- Mise en commun des données d'expérience et meilleures pratiques relatives aux axes de transport Europe-Asie;
- Poursuite de l'élaboration et de la mise à jour de la base de données du système d'information géographique et présentation du rapport final sur les réalisations du Groupe d'experts dans le cadre de la phase II.

Le Groupe d'experts chargé d'étudier les effets des changements climatiques et l'adaptation à ces changements (durée : deux ans), financé par les ressources dont dispose le secrétariat ainsi que par des ressources supplémentaires fournies par les pays participants et d'autres organismes internationaux concernés, fera le point sur les données et analyses disponibles concernant les effets des changements climatiques sur les réseaux de transport internationaux dans la région de la CEE et au-delà, et formulera à l'intention des gouvernements des États membres des recommandations tendant à améliorer la viabilité à long terme des transports internationaux et à recenser

les meilleurs exemples de mesures prises au niveau national pour parer à la vulnérabilité des réseaux de transport dans les États membres.

Le Groupe d'experts doit :

- Recenser et, autant que faire se peut, inventorier les réseaux de transport qui, dans la région de la CEE, sont vulnérables aux effets du changement climatique, si possible dans le cadre d'un système d'information géographique (SIG);
- Utiliser ou mettre au point des modèles, méthodes, outils et bonnes pratiques visant à parer aux risques extrêmes (températures élevées et inondations, par exemple) qui, d'après plusieurs scénarios de l'évolution du climat, pourraient toucher certaines infrastructures de transport intérieur dans la région de la CEE;
- Recenser et analyser les études de cas axées sur les conséquences économiques, sociales et environnementales que pourraient avoir le changement climatique et proposer une analyse coûts-avantages des solutions envisageables en matière d'adaptation.

Le nouveau Groupe d'experts de l'analyse comparative des coûts de construction des infrastructures de transport (durée : deux ans), financé par les ressources dont dispose le secrétariat auxquelles s'ajoute un soutien financier supplémentaire des pays participants et d'autres organisations et organismes internationaux concernés, s'appuiera sur les données et analyses existantes concernant les méthodes et modèles d'évaluation des coûts de construction des infrastructures de transport, sur les terminologies et les définitions utilisées pour déterminer les coûts de construction des infrastructures de transport terrestre (routes, chemins de fer, transport fluvial et transport intermodal) et recueillera des données afin d'effectuer une analyse comparative des coûts de construction des infrastructures de transport dans la région de la CEE.

Le Groupe d'experts doit :

- Recenser les modèles, les méthodes, les outils et les bonnes pratiques en matière de détermination et d'évaluation des coûts de construction des infrastructures de transport;
- Recenser et cataloguer les terminologies utilisées dans la région de la CEE en matière de coûts de construction des infrastructures de transport terrestre; si possible, créer un glossaire des terminologies convenues et des explications connexes;
- Recueillir et analyser les données afin d'effectuer une analyse comparative des coûts de construction des infrastructures de transport dans la région de la CEE.

### **Produits/activités**

#### *a) Séances et documents correspondants*

2.1 Groupe de travail chargé d'examiner les tendances et l'économie des transports (vingt-neuvième session en 2016; trentième session en 2017) (12 séances).

*Documents :* Ordres du jour des sessions (2); rapports des sessions (2); documents relatifs aux questions d'actualité et aux tendances des transports, y compris le financement, les réseaux de transport et les liaisons entre les ports et leur arrière-pays (12), au projet de liaisons de transport Europe-Asie (LTEA) (2), à la situation des transports et aux nouvelles tendances dans la région de la CEE (2), à la mobilité urbaine et aux transports publics (2), au changement climatique, à la pollution de l'air et aux transports (2), au plan de travail quadriennal, au programme de travail et à l'évaluation biennale (2).

2.2 Sessions prévues du Groupe d'experts sur le projet de Liaisons de transport Europe-Asie (2016-2017).

*Documents :* Ordres du jour des sessions (5); rapports des sessions (5); documents relatifs aux horaires et tarifs intégrés (2), à la stratégie de marketing intégré (2) et à la base de données du Système d'information géographique (2); rapport final du Groupe d'experts (2); autres documents pertinents pour le plan de travail du Groupe d'experts (3).

2.3 Sessions prévues du Groupe d'experts chargé d'étudier les effets des changements climatiques et l'adaptation à ces changements dans les réseaux et nœuds de transport internationaux (2016-2017).

*Documents :* Ordres du jour des sessions (6); rapports des sessions (6); documents pertinents pour le plan de travail du groupe d'experts (4); documents relatifs aux inventaires des réseaux de transport (2), aux modèles, méthodes, outils et bonnes pratiques visant à parer aux risques extrêmes (2), aux études de cas axées sur les conséquences économiques, sociales et environnementales potentielles des effets du changement climatique (2), à l'analyse coûts-avantages des solutions envisageables en matière d'adaptation (2), à la base de données du Système d'information géographique (SIG) (2); rapport final du groupe d'experts (2).

2.4 Sessions prévues du Groupe d'experts de l'analyse comparative des coûts de construction des infrastructures de transport (2016-2017).

*Documents :* Ordres du jour des sessions (6); rapports des sessions (6); documents pertinents pour le plan de travail du groupe d'experts (4); documents relatifs aux modèles, méthodes, outils et bonnes pratiques visant à permettre de déterminer et d'évaluer les coûts de construction des infrastructures de transport (2), à la terminologie utilisée dans la région de la CEE pour l'évaluation des coûts de construction (2), aux glossaires des terminologies convenues (2) et à l'analyse comparative des coûts de construction des infrastructures de transport (2); rapport final du groupe d'experts (2).

b) *Publications et autres supports d'information*

2.5 Rapport final sur la phase III du projet LTEA (fin 2016).

2.6 Mise à jour de la base de données du Système d'information géographique (SIG) (2016-2017, périodique).

2.7 Édition de 2016 de *Tendances et économie des transports*, numéro spécial sur le financement des infrastructures de transport (2017).

2.8 Rapport final du Groupe d'experts chargé d'étudier les effets des changements climatiques et l'adaptation à ces changements dans les réseaux et nœuds de transport internationaux (2017).

2.9 Rapport final du Groupe d'experts de l'analyse comparative des coûts de construction des infrastructures de transport (2017).

c) *Coopération technique*

2.10 Questionnaire sur la publication *Tendances et économie des transports* et établissement d'un rapport ayant pour objet d'informer le Groupe de travail et de promouvoir la coopération dans des domaines d'intérêt mutuel.

2.11 Questionnaires de la CEE sur les éléments prioritaires du projet LTEA, notamment les horaires et tarifs intégrés, et sur la mise à jour de la base de données du Système d'information géographique en vue de recueillir et diffuser les renseignements nécessaires à la poursuite du projet.

2.12 Organisation d'ateliers annuels sur des sujets intéressant le Groupe de travail en fonction de son programme du travail.

### **Module 3**

## **Harmonisation des règlements concernant les véhicules, changements climatiques et systèmes de transport intelligents (STI)**

*Description du module (facultatif)*

*Réalisations escomptées*

#### **A. Activités du Forum mondial (WP.29)**

Avec l'assistance de ses six groupes de travail subsidiaires [Groupe de travail du bruit (GRB), Groupe de travail de la pollution et de l'énergie (GRPE), Groupe de travail de l'éclairage et de la signalisation lumineuse (GRE), Groupe de travail en matière de roulement et de freinage (GRRF), Groupe de travail des dispositions générales de sécurité (GRSG) et Groupe de travail de la sécurité passive (GRSP)], le Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules (WP.29) élaborera des règlements et des règlements techniques mondiaux de l'ONU ainsi que des recommandations applicables aux véhicules automobiles ainsi qu'à leurs équipements et pièces et harmonisera et actualisera ceux qui sont en vigueur, notamment en menant des activités pertinentes visant à améliorer la sécurité de la circulation, à économiser l'énergie et à protéger l'environnement, ainsi qu'à éliminer les obstacles techniques au commerce des véhicules. Ils élaboreront également des règles sur le contrôle technique périodique des véhicules à roues du point de vue de l'environnement et de la sécurité et sur la reconnaissance réciproque des résultats de tels contrôles.

Élaboration de nouveaux règlements et actualisation des règlements en vigueur applicables aux véhicules pour rendre ces derniers plus sûrs et moins polluants

Principales tâches de la Division des transports :

- Assurer le secrétariat des organes ci-après :
  1. Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules (WP.29);
  2. Groupe de travail du bruit (GRB);
  3. Groupe de travail de l'éclairage et de la signalisation lumineuse (GRE);
  4. Groupe de travail de la pollution et de l'énergie (GRPE);
  5. Groupe de travail en matière de roulement et de freinage (GRRF);
  6. Groupe de travail des dispositions générales de sécurité (GRSG);
  7. Groupe de travail de la sécurité passive (GRSP);
  8. Comité de gestion pour la coordination des travaux (WP.29/AC.2);
  9. Comité d'administration de l'Accord de 1958 sur la construction de véhicules (WP.29/AC.1);
  10. Comité d'administration de l'Accord de 1998 sur la construction de véhicules (WP.29/AC.3);



<p>11. Comité d'administration de l'Accord de 1997 sur le contrôle technique périodique des véhicules (WP.29/AC.4);</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Publier des amendements et des versions récapitulatives des règles, règlements et règlements techniques mondiaux de l'ONU;</li> <li>• Coopérer avec des gouvernements et des organisations internationales;</li> <li>• Fournir des conseils et assurer des formations techniques, et participer à des conférences, séminaires ou ateliers d'assistance ou d'information technique (à la demande et en fonction des ressources disponibles);</li> <li>• Favoriser la mise au point de systèmes intelligents pour véhicules dans le cadre de l'élaboration de systèmes de transport intelligents.</li> </ul>	<p>Adoption de prescriptions concernant spécialement les systèmes pour véhicules intelligents dans de nouveaux règlements et règlements techniques mondiaux de l'ONU ou leurs amendements</p>
---	---

### Produits/activités

#### a) Séances et documents correspondants

3.1 Forum mondial de l'harmonisation des Règlements concernant les véhicules (WP.29), Comité d'administration de l'Accord de 1958 sur la construction de véhicules, Comité d'administration de l'Accord de 1998 sur la construction de véhicules et Comité d'administration de l'Accord de 1997 sur le contrôle technique périodique des véhicules (42 séances d'une demi-journée).

*Documents :* Rapports des sessions (6); six séries de documents relatifs à des propositions de nouveaux règlements et des propositions d'amendements à des règlements existants; six séries de documents relatifs à des règlements de l'ONU et à leurs amendements adoptés dans le cadre de l'Accord de 1958; deux séries de documents relatifs aux règlements techniques mondiaux de l'ONU et à leurs amendements ainsi qu'à l'enregistrement dans le Recueil des règlements techniques mondiaux des projets de règlements techniques mondiaux adoptés dans le cadre de l'Accord de 1998; une série de documents relatifs aux règles de l'ONU et à leurs amendements adoptés dans le cadre de l'Accord de 1997; deux séries de documents autorisant l'élaboration de règlements techniques mondiaux de l'ONU; deux séries de documents portant sur des propositions, sans rapport avec des règlements concernant des véhicules, adoptées par le Forum mondial; deux documents relatifs à l'état de l'Accord de 1958; deux séries de documents relatifs à l'état de l'Accord de 1998; et deux séries de documents relatifs à l'état de l'Accord de 1997.

3.2 Groupe de travail du bruit (GRB) (20 séances d'une demi-journée).

*Documents :* Rapports des sessions (4); quatre séries de documents relatifs à des propositions de nouveaux règlements concernant des véhicules et à des propositions d'amendements à des règlements existants, portant sur des questions liées au bruit.

3.3 Groupe de travail de l'éclairage et de la signalisation lumineuse (GRE) (30 séances d'une demi-journée).

*Documents :* Rapports des sessions (4); quatre séries de documents relatifs à des propositions de nouveaux règlements concernant les véhicules et à des propositions d'amendements à des règlements existants, portant sur des questions liées à l'éclairage.

3.4 Groupe de travail de la pollution et de l'énergie (GRPE) (24 séances d'une demi-journée).

*Documents :* Rapports des sessions (4); quatre séries de documents relatifs à des propositions de nouveaux règlements concernant les véhicules et à des propositions d'amendements à des règlements existants, portant sur des questions liées à la pollution et à une utilisation efficace de l'énergie.

3.5 Groupe de travail en matière de roulement et de freinage (GRRF) (30 séances d'une demi-journée).

*Documents :* Rapports des sessions (4); quatre séries de documents relatifs à des propositions de nouveaux règlements concernant les véhicules et à des propositions d'amendements à des règlements existants, portant sur des questions liées aux freins, à la direction et aux pneumatiques.

3.6 Groupe de travail des dispositions générales de sécurité (GRSG) (30 séances d'une demi-journée).

*Documents :* Rapports des sessions (4); quatre séries de documents relatifs à des propositions de nouveaux règlements concernant des véhicules et à des propositions d'amendements à des règlements existants, portant sur des questions liées à la sécurité en général et aux systèmes antivol.

3.7 Groupe de travail de la sécurité passive (GRSP) (30 séances d'une demi-journée).

*Documents :* Rapports des sessions (4); quatre séries de documents relatifs à des propositions de nouveaux règlements concernant des véhicules et à des propositions d'amendements à des règlements existants, portant sur des questions liées à la sécurité passive.

3.8 Comité de gestion pour la coordination des travaux (WP.29/AC.2) (12 séances d'une demi-journée).

*Documents :* Intégrés au point 3.1 ci-dessus.

b) *Publications et autres supports d'information*

3.9 Publication de l'ONU sur le WP.29.

3.10 Brochure sur les véhicules autonomes.

c) *Coopération technique*

3.11 Informations juridiques relatives à la mise en œuvre des Accords de 1958, de 1997 et de 1998 actualisées par le secrétariat et mises à disposition sur Internet (état des accords, autorités compétentes, directives et recommandations, etc.).

3.12 Assistance juridique et technique aux Parties contractantes aux Accords aux fins de la mise en œuvre efficace de ceux-ci, ainsi qu'aux pays membres ou non membres de la CEE intéressés par une adhésion.

3.13 Coopération avec des gouvernements et des organisations internationales : fourniture de conseils et d'activités de formation techniques, ou participation à des

conférences, séminaires et ateliers d'assistance technique ou de sensibilisation (sur demande et en fonction des ressources disponibles).

## **Module 4**

### **Transport ferroviaire [projet de chemin de fer transeuropéen (TER)]**

#### *Description du module (facultatif)*

#### *Réalisations escomptées*

1. Suivi, examen et mise à jour de l'Accord européen sur les grandes lignes internationales de chemin de fer (AGC).
2. Examen de mesures visant à promouvoir l'efficacité du transport ferroviaire en tant qu'élément d'un système de transport durable, y compris les goulets d'étranglement dans les services de transport ferroviaire à l'échelle paneuropéenne.
3. Compte rendu et analyse de l'utilisation des résultats du projet de chemin de fer transeuropéen (TER) et de ses activités, et renforcement de la coopération entre le projet TER et le Groupe de travail des transports par chemin de fer (SC.2).
4. Enquête concernant le transport de voyageurs et de marchandises sur le réseau AGC, dans l'idée de faciliter la planification des transports.
5. Participation aux différents projets et initiatives dans le domaine ferroviaire relatifs à de nouvelles conventions et à la coopération régionale le long des couloirs de transport entre l'Europe et l'Asie, et suivi s'y rapportant.
6. Facilitation du transport ferroviaire international dans la région paneuropéenne grâce à l'amélioration des procédures de passage des frontières et à l'harmonisation des spécifications techniques des différents systèmes ferroviaires et de leur fonctionnement au niveau des frontières.
7. Examen des grandes tendances de l'évolution des transports ferroviaires et des politiques y afférentes, analyse de questions économiques particulières au transport ferroviaire, collecte, compilation et diffusion de statistiques du transport ferroviaire avec la collaboration du Groupe de travail des statistiques des transports (WP.6) et établissement de rapports, d'études et de publications sur l'évolution du transport ferroviaire et les bonnes pratiques en la matière.

Principales tâches de la Division des transports durables :

- a) Assurer le secrétariat du Groupe de travail des transports par chemin de fer et de ses groupes d'experts;

Meilleure compréhension des entreprises et des politiques de transport ferroviaire dans la région – notamment les questions relatives aux infrastructures et à leur financement, au passage des frontières, à l'interopérabilité, à la sûreté et la sécurité, aux trains à grande vitesse, au changement climatique, à la productivité du transport ferroviaire et à la réforme des chemins de fer ainsi qu'au suivi et à la mise à jour des instruments juridiques pertinents – et renforcement de la coopération entre les pays membres de la CEE dans la recherche de solutions à ces problèmes.

Renforcement des capacités des pays de la CEE participant aux projets TER.

- b) Tenir à jour l'outil en ligne de suivi de l'application des normes de l'AGC et de l'AGTC en matière d'infrastructures;
- c) Fournir un appui à la coopération technique et au renforcement des capacités dans le domaine du transport ferroviaire;
- d) Représenter la CEE dans les réunions des organisations intergouvernementales et non gouvernementales se rapportant au transport ferroviaire.

### Autres activités menées dans le cadre du module

Le Groupe d'experts de la CEE pour l'uniformisation du droit ferroviaire mettra en œuvre la stratégie (feuille de route ferroviaire) afin d'établir pour les transports ferroviaires des conditions juridiques comparables à celles qui existent pour les modes de transport concurrents tels que les transports routier, aérien, par voie navigable et maritime, conformément à la Déclaration commune sur la promotion du transport ferroviaire entre l'Europe et l'Asie et aux activités visant à uniformiser le droit ferroviaire signée par 37 pays européens et asiatiques lors de la session ministérielle de la soixante-quinzième session du Comité des transports intérieurs.

La stratégie prévue comprend les éléments suivants :

- a) Établissement d'un ensemble uniformisé de dispositions transparentes et prévisibles et de règles juridiques applicables au transport ferroviaire entre l'Europe et l'Asie dans tous les pays concernés, qui pourraient faciliter les procédures de franchissement des frontières, notamment pour le transport en transit;
- b) Analyse des conventions relatives aux modes de transport internationaux existants (transport ferroviaire, routier, aérien, par voie navigable et maritime) et des accords connexes en vue de déterminer les dispositions et procédures importantes pour l'établissement d'un droit ferroviaire uniformisé;
- c) Uniformisation du droit ferroviaire international dans le but d'instaurer un régime juridique unique pour le transport ferroviaire de l'Atlantique au Pacifique;
- d) Dans la perspective d'un consensus concernant l'uniformisation du droit ferroviaire, détermination d'un système approprié de gestion d'un futur droit ferroviaire uniformisé en s'inspirant de l'expérience d'organisations internationales dans le domaine du transport ferroviaire (Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF), Organisation pour la coopération des chemins de fer (OSJD), etc.) ainsi que d'autres organisations internationales s'occupant d'autres modes de transport;
- e) Utilisation la plus large possible des documents électroniques et des systèmes de transport intelligents.

### Produits/activités

#### a) Séances et documents correspondants

4.1 Groupe de travail des transports par chemin de fer (soixante-dixième session en 2016 et soixante et onzième session en 2017) (12 séances).

*Documents :* Ordres du jour et rapports des sessions annuelles (4); autres documents (14) relatifs aux questions relevant du mandat du Groupe de travail, y

compris le projet de programme de travail et de plan de travail, les partenariats public-privé et le financement des infrastructures ferroviaires, les lignes de chemin de fer à grande vitesse, la sûreté et la sécurité des chemins de fer, la facilitation du passage des frontières, la « Rail Review », les indicateurs de productivité en matière ferroviaire, la réforme des chemins de fer, l'uniformisation du droit ferroviaire, et l'administration et l'actualisation de l'Accord AGC; autres documents relatifs aux nouvelles questions relevant du mandat du Groupe de travail.

4.2 Sessions prévues du Groupe d'experts pour l'uniformisation du droit ferroviaire.

*Documents :* Ordres du jour des sessions (6); rapports des sessions (6); documents relatifs à l'élaboration des dispositions juridiques d'un droit ferroviaire uniformisé (12) et à la gestion appropriée d'un droit ferroviaire uniformisé (6); autres documents pertinents pour un droit ferroviaire uniformisé (6).

b) *Publications, autres supports d'information et outils en ligne*

4.3 Outil en ligne de suivi de l'application des normes de l'AGC et de l'AGTC en matière d'infrastructures.

4.4 Numéro de la « Rail Review » consacré à la région de la CEE, portant sur les questions d'actualité dans le secteur ferroviaire, y compris le changement climatique, les infrastructures et les statistiques.

4.5 Création et suivi de l'Observatoire international de la sécurité ferroviaire.

4.6 Élaboration d'indicateurs de la productivité ferroviaire.

Publications isolées :

4.7 Plan directeur pour les trains à grande vitesse.

c) *Coopération technique*

4.8 Atelier sur les questions d'actualité dans le secteur ferroviaire (2).

4.9 Séminaires sur le projet de chemin de fer transeuropéen (TER) (2).

4.10 Projets opérationnels sur le TER (1).

## **Module 5**

### **Transport par voie navigable**

*Description du module (facultatif)*

*Réalisations escomptées*

1. Organisation d'une concertation politique paneuropéenne sur les questions liées au transport par voie navigable;

2. Promotion du développement coordonné des infrastructures fluviales;

3. Examen des prescriptions relatives à la sécurité et à l'exploitation dans le domaine de la navigation intérieure;

4. Mise en œuvre d'autres mesures visant à faciliter le transport par voie navigable, recommandées par la CEE dans le Livre blanc sur l'efficacité et la viabilité du transport par voie navigable en Europe (2011) (ECE/TRANS/SC.3/189);

Amélioration et actualisation du cadre réglementaire applicable à l'infrastructure et aux bateaux de navigation intérieure dans la région de la CEE.

5. Exécution d'autres activités touchant à la coopération régionale et internationale ou dont la mise en œuvre est demandée par le Comité des transports intérieurs de la CEE.

Principales tâches de la Division des transports durables :

- Assurer le secrétariat du Groupe de travail des transports par voie navigable (SC.3), du Groupe de travail de l'unification des prescriptions techniques et de sécurité en navigation intérieure (SC.3/WP.3) et de leurs groupes d'experts;
- Tenir à jour une liste des résolutions de la CEE relatives au transport par voie navigable;
- Élaborer des publications techniques périodiques et des publications spécifiques de politique générale;
- Représenter la CEE lors de réunions de l'Union européenne, des commissions fluviales et d'autres organes compétents.

### **Produits/activités**

#### *a) Séances et documents correspondants*

5.1 Groupe de travail de l'unification des prescriptions techniques et de sécurité en navigation intérieure (quarante-huitième et quarante-neuvième sessions en 2016, cinquantième et cinquante et unième sessions en 2017) (4 sessions) (20 séances).

*Documents :* Ordres du jour et rapports des sessions du Groupe de travail (8); un ensemble d'autres documents sur les questions relevant de son mandat, y compris, mais pas exclusivement, propositions d'amendements au Code européen des voies de navigation intérieure (CEVNI), aux Recommandations relatives à des prescriptions techniques harmonisées à l'échelle européenne applicables aux bateaux de navigation intérieure (Résolution n° 61), aux Directives relatives à la signalisation et au balisage des voies navigables (Résolution n° 59), aux Recommandations relatives au Système de visualisation des cartes électroniques et d'informations pour la navigation intérieure (ECDIS intérieur) (Résolution n° 48) et autres résolutions du SC.3 ayant trait aux prescriptions techniques et de sécurité; documents techniques sur la reconnaissance mutuelle des certificats de conducteurs de bateaux et les titres requis pour la navigation intérieure; et autres documents pertinents portant sur les nouvelles questions relevant de son mandat.

5.2 Groupe de travail des transports par voie navigable (soixantième session en 2016 et soixante et unième session en 2017) (2 sessions) (12 séances).

*Documents :* Ordres du jour et rapports des sessions annuelles du Groupe de travail (4); un ensemble d'autres documents relatifs aux questions relevant de son mandat, y compris, mais pas exclusivement, les projets de programme de travail et de plan de travail, ainsi qu'à l'état de l'Accord AGN et aux propositions d'amendements à cet accord; propositions d'amendements aux résolutions du SC.3 ayant trait aux prescriptions techniques et à celles concernant la sécurité en navigation intérieure; rapports sur l'état

d'avancement de la mise en œuvre des résolutions du SC.3 et des accords internationaux relatifs à la navigation intérieure; études portant sur le transport par voie navigable dans la région de la CEE et aperçu général des activités des commissions fluviales; documents sur les aspects juridiques du transport par voie navigable; autres documents pertinents sur les nouvelles questions relevant de son mandat.

*b) Publications et autres supports d'information*

5.3 Gestion d'un inventaire en ligne des résolutions et des publications de la CEE relatives au transport par voie navigable.

5.4 Publication de l'édition révisée du Livre bleu.

5.5 Publication relative à la révision du Livre blanc.

5.6 Établissement d'une version récapitulative de la Résolution n° 61 et préparation de la publication de la deuxième révision de la Résolution n° 61.

5.7 Publication des éditions révisées d'autres résolutions pertinentes de la CEE, telles que modifiées par le SC.3.

5.8 Gestion et développement d'une base de données en ligne sur le réseau de voies navigables E.

*c) Coopération technique*

5.9 Appui à la coopération technique et au renforcement des capacités en vue d'aider les pays et les commissions fluviales à établir des normes de sécurité en matière de navigation qui soient homogènes et acceptables à l'échelle internationale sur la totalité du réseau européen de voies navigables.

## **Module 6**

### **Transport intermodal et logistique**

---

*Description du module*

*Réalisations escomptées*

1. Suivi, examen et mise à jour de l'Accord européen sur les grandes lignes de transport international combiné et les installations connexes (AGTC) et du Protocole sur le transport combiné par voies navigables.

2. Examen de mesures visant à promouvoir l'efficacité du transport intermodal en tant qu'élément d'un système de transport durable, y compris la résolution des goulets d'étranglement dans le transport intermodal à l'échelle paneuropéenne.

3. Suivi de l'application et révision de la Résolution d'ensemble sur le transport combiné, adoptée à Bucarest en 2002 par la Conférence européenne des ministres des transports (CEMT/CM (2002)3/Final).

4. Suivi et échange de bonnes pratiques sur de nouveaux modèles, types, poids et dimensions des unités de chargement utilisées en transport intermodal, conformément à la Résolution n° 241 du Comité des transports intérieurs, adoptée le 5 février 1993.

Cadre renforcé pour les activités et politiques de transport intermodal et de logistique durables dans la région et meilleure coopération entre les pays membres de la CEE dans l'examen des questions abordées grâce à l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques. Ces questions concernent notamment les infrastructures et le passage des frontières, ainsi que le suivi et la mise à jour des instruments juridiques pertinents (AGTC et son Protocole sur le transport combiné par voies navigables).

5. Analyse des mesures techniques et logistiques propres à optimiser les procédures en usage dans les terminaux ainsi que les procédures de transbordement et les procédures logistiques, en vue d'améliorer le rapport coût-efficacité des opérations de manutention des unités de chargement, y compris les modes de fonctionnement des terminaux intermodaux et des marchés de transitaires ainsi que l'élaboration de plans directeurs nationaux de fret et de logistique.

6. Examen des possibilités de mise en concordance et d'harmonisation des régimes de responsabilité régissant les entreprises de transport intermodal dans un cadre paneuropéen.

7. Analyse des chaînes de transport et de la logistique modernes.

8. Activités de suivi relatives à l'examen et la mise à jour des Directives OMI/OIT/CEE pour le chargement des cargaisons dans des unités de transport intermodal.

9. Renforcement de la coopération avec d'autres secteurs des transports, en particulier le rail et les voies navigables intérieures.

Principales tâches de la Division des transports durables :

- Assurer le secrétariat du Groupe de travail du transport intermodal et de la logistique et de ses groupes d'experts;
- Tenir à jour l'outil d'information en ligne sur l'application des normes de l'AGC et de l'AGTC en matière d'infrastructure;
- Dans la mesure des ressources disponibles, établir des rapports et réaliser des études, tels que décidés par le Groupe de travail et qui seront intégrés dans la liste des publications;
- Fournir un appui à la coopération technique et au renforcement des capacités dans le domaine du transport intermodal et de la logistique;
- Représenter la CEE aux réunions pertinentes des organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

---

### **Produits/activités**

a) *Séances et documents correspondants*

6.1 Groupe de travail du transport intermodal et de la logistique (cinquante-neuvième session en 2016 et soixantième session en 2017) (8 séances).



*Documents :* Ordres du jour et rapports des sessions annuelles (4); un ensemble d'autres documents sur les questions relevant de son mandat, y compris, mais pas exclusivement, les projets de programme de travail et de plan de travail, les faits nouveaux intervenus dans le secteur du transport intermodal et de la logistique, le thème de l'année retenu pour les débats de fond, les mesures politiques prises à l'échelle nationale pour promouvoir le transport intermodal, les régimes de responsabilité, les poids et dimensions des unités de chargement utilisées en transport intermodal, la révision des Directives OMI/OIT/CEE pour le chargement des cargaisons dans des unités de transport intermodal, l'administration et l'actualisation de l'AGTC et de son Protocole sur le transport combiné par voies navigables; et un ensemble d'autres documents relatifs aux nouvelles questions relevant de son mandat.

b) *Publications et autres supports d'information*

6.2 Gestion d'un inventaire en ligne des normes et paramètres existants figurant dans l'AGC et l'AGTC (1). Études sur la logistique du transport intermodal.

## **Module 7**

### **Problèmes douaniers intéressant les transports**

#### *Description du module (facultatif)*

#### *Réalisations escomptées*

Le Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports (WP.30) promeut l'harmonisation et la simplification des prescriptions relatives aux procédures de passage des frontières concernant les modes de transport intérieur et de transport intermodal. Pour atteindre cet objectif, le WP.30 examine les conventions relatives à la facilitation du passage des frontières conclues sous ses auspices afin d'assurer leur pertinence et leur bonne mise en œuvre, promeut leur extension éventuelle à d'autres régions, étudie des questions douanières afin de simplifier les formalités et documents douaniers en tenant compte en particulier des possibilités offertes par l'informatisation, recense les mesures de lutte contre la fraude fiscale résultant de la simplification des procédures douanières et autres formalités au passage des frontières, et analyse les difficultés rencontrées concernant les formalités au passage des frontières en vue d'élaborer des procédures administratives propres à éliminer ces difficultés.

Principales tâches de la Division des transports durables :

- Assurer le secrétariat du WP.30, de ses organes subsidiaires et des comités de gestion des conventions pertinentes en ce qui concerne la facilitation du passage des frontières;
- Aider à administrer et à mettre à jour les instruments juridiques pertinents;

Nouvelles adhésions aux instruments juridiques internationaux dans le domaine de la facilitation du passage des frontières et meilleure application de ces instruments découlant de la conduite des activités suivantes :

- Analyse de la mise en œuvre de certaines conventions relatives à la facilitation du passage des frontières qui relèvent du Groupe de travail;
- Élaboration d'amendements à la Convention TIR qui amélioreraient la viabilité du régime TIR;
- Élaboration d'un ensemble de dispositions juridiques pour répondre à l'informatisation de la procédure TIR (projet eTIR), examen de l'attribution éventuelle d'un statut juridique au Modèle de référence eTIR, accueillir le système international eTIR sous les auspices de l'ONU, tout en élaborant, dans la mesure du possible, des solutions prêtes à l'emploi pour sa mise en place, mettre à jour régulièrement le modèle de référence eTIR et recenser les mécanismes de financement possibles pour le projet eTIR;
- Participation à l'organisation d'ateliers régionaux et/ou nationaux sur l'application des conventions pertinentes de la CEE relatives à la facilitation du passage des frontières, éventuellement en coopération avec d'autres organes compétents des Nations Unies et des organisations internationales concernées par le sujet;

- |  |   |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Recueillir et diffuser des informations afin de favoriser l'échange de données entre les pays membres concernant la facilitation du passage des frontières;</li> <li>• Faciliter la communication entre les gouvernements et avec d'autres acteurs dans le domaine de la facilitation du passage des frontières (organisations intergouvernementales et non gouvernementales, organisations régionales d'intégration économique, secteur privé et monde universitaire), et coordonner la coopération en vue d'assurer l'exécution effective des obligations énoncées dans les instruments juridiques pertinents.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi de l'application et du fonctionnement de divers systèmes nationaux et internationaux d'échange de données informatisées relatives au système TIR;</li> <li>• Promotion de la coopération entre les Parties contractantes à la Convention TIR de 1975 et les organismes nationaux et internationaux concernés en vue d'empêcher la fraude fiscale;</li> <li>• Suivi de l'application au niveau national de l'annexe 8 de la Convention sur l'harmonisation consacrée à la facilitation du franchissement des frontières par la route et échange de renseignements sur les meilleures pratiques dans ce domaine;</li> <li>• Promotion et suivi de l'application de l'annexe 9 à la Convention sur l'harmonisation relative à la facilitation du passage des frontières dans le transport international de marchandises par chemin de fer, en coopération avec le Groupe de travail des transports par chemin de fer (SC.2) et d'autres parties prenantes.</li> </ul> |
|--|---|

### Produits/activités

#### a) Séances et documents correspondants (2016-2017)

7.1 Groupe de travail des problèmes douaniers intéressant les transports (142<sup>e</sup>, 143<sup>e</sup>, 144<sup>e</sup>, 145<sup>e</sup>, 146<sup>e</sup> et 147<sup>e</sup> sessions).

*Documents :* Rapports de trois sessions du Groupe de travail par an; propositions d'amendement à la Convention TIR et à d'autres conventions relevant du WP.30; documents relatifs au projet eTIR; documents relatifs à la mise en œuvre de la Convention TIR, de la Convention sur l'harmonisation et d'autres instruments juridiques touchant la facilitation du passage des frontières; autres documents déterminés lors de chaque session.

7.2 Groupe d'experts des aspects juridiques de l'informatisation du régime TIR (WP.30/GE.3) (deuxième, troisième, quatrième et cinquième sessions).

*Documents :* Rapports des sessions du GE.3; projets de dispositions juridiques nécessaires à l'informatisation du régime TIR; autres documents déterminés lors de chaque session.

7.3 Comité de gestion de la Convention TIR (WP.30/AC.2) (soixante-deuxième, soixante-troisième, soixante-quatrième, soixante-cinquième, soixante-sixième et soixante-septième sessions).

*Documents :* Rapports de deux ou trois sessions de l'AC.2 par an; propositions d'amendement à la Convention TIR; documents relatifs à la mise en œuvre de la Convention TIR, en particulier les observations et les exemples de bonnes pratiques; rapports de la Commission de contrôle TIR (TIRExB), organe subsidiaire de l'AC.2; documents relatifs à l'administration de la TIRExB; autres documents déterminés lors de chaque session.

- b) *Publications et autres supports d'information (prévus pour 2016-2017)*
- 7.4 Publication du Manuel TIR.
- 7.5 Étude sur le passage des frontières et les questions douanières intéressant les transports.
- 7.6 Publication en ligne du Répertoire des points de contact TIR et eTIR.
- c) *Coopération technique, y compris ateliers, conférences et autres manifestations (2016-2017)*
- 7.7 Appui à la coopération technique et au renforcement des capacités en vue d'aider les pays à mettre en œuvre la Convention TIR et la Convention sur l'harmonisation, et notamment à organiser des ateliers de formation, en tirant également parti des connaissances spécialisées des gouvernements des pays membres et des organisations internationales.

## **Module 8**

### **Programme paneuropéen sur les transports, la santé et l'environnement (PPE-TSE)<sup>2</sup>**

- 8.1 Le programme de travail du PPE-TSE, qui couvre la période comprise entre les quatrième et cinquième réunions de haut niveau, comporte six volets regroupant une série d'activités qui seront menées jusqu'en 2016. Le secrétariat du PPE-TSE a structuré le programme de travail pour 2015-2016 en reprenant les rubriques de la Déclaration de Paris pour faire en sorte que les activités prescrites soient conformes aux grandes orientations fixées par la quatrième Réunion de haut niveau.
- a) *Séances et documents correspondants*
- 8.2 Comité directeur du PPE-TSE (quatorzième session en 2016) (3 séances).
- Documents :* Rapport de la session (1); documents demandés par le Comité directeur (6).
- 8.3 Bureau du Comité directeur du PPE-TSE (une session en 2016) (2 séances).
- Documents :* Rapport de la session (1); documents demandés par le Bureau (additionnel).
- b) *Coopération technique, y compris ateliers, conférences et autres manifestations*
- 8.4 Colloque de 2016 du PPE-TSE (additionnel).
- 8.5 Atelier régional de lancement de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris (2016) (additionnel).
- 8.6 Campagne de communication auprès des établissements scolaires et des collectivités locales pour échanger des données d'expérience en matière de transport urbain durable (additionnel).

<sup>2</sup> Le programme de travail du PPE-TSE figure à l'annexe du présent document.

## Module 9

### Transport des marchandises dangereuses (CEE)

#### Description du module (facultatif)

#### Réalisations escomptées

Examen des règlements et des questions techniques concernant le transport international des marchandises dangereuses dans la région. Élaboration de nouveaux accords internationaux et harmonisation et modification des accords en vigueur dans ce domaine afin d'améliorer la sûreté et la sécurité tout en contribuant à la protection de l'environnement et en facilitant les échanges, en collaboration avec le Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques du Conseil économique et social.

Principales tâches de la Division des transports durables :

- Assurer le secrétariat des organes ci-après :
  1. Le Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses (WP.15) du Comité des transports intérieurs de la CEE, qui s'occupe principalement des questions se rapportant à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), c'est-à-dire des questions concernant les transports routiers (construction, homologation et utilisation des véhicules, formation des conducteurs, sécurité dans les tunnels routiers, etc.);
  2. La Réunion commune de la Commission d'experts du Règlement concernant le transport international ferroviaire des marchandises dangereuses (RID) et du Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses (Réunion commune RID/ADR/ADN) (WP.15/AC.1), avec la collaboration du secrétariat de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF), pour toutes les questions communes aux trois modes de transport intérieur, telles que celles relatives à la classification, l'inventaire et l'emballage des marchandises dangereuses ainsi qu'aux citernes et conteneurs destinés à celles-ci;
  3. La Réunion commune d'experts sur le Règlement annexé à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) (Comité de sécurité de l'ADN) (WP.15/AC.2) et le Comité de gestion de l'ADN [avec la collaboration de la Commission centrale pour la navigation du Rhin (CCNR)], pour toutes les questions concernant la

Adoption d'amendements à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) et, à l'issue d'activités communes respectivement menées avec l'Organisation intergouvernementale des transports internationaux ferroviaires (OTIF) et la Commission centrale pour la navigation du Rhin (CCNR), d'amendements au Règlement international concernant le transport des marchandises dangereuses par chemin de fer (RID) et à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), visant à préserver l'harmonie et la cohérence du dispositif réglementaire applicable au transport des marchandises dangereuses tout en le maintenant au niveau nécessaire de sûreté, de sécurité et de protection de l'environnement, en se fondant sur les Recommandations de l'ONU relatives au transport des marchandises dangereuses; mise en application effective par les législations internationale et nationale.

Élaboration de recommandations et/ou d'orientations fondées sur le plan de mise en œuvre de l'ADR adoptées à la quatre-vingt-treizième session du Groupe de travail.

navigation intérieure, telles que la construction, l'homologation et l'exploitation des bateaux, les transports en bateaux-citernes ainsi que la formation des équipages et le contrôle de leurs connaissances.

- Administrer l'ADR et l'ADN, ce qui comprend notamment les activités suivantes, menées en collaboration avec la Section des traités de l'ONU : unification et vérification des textes juridiques, modifications, notifications dépositaires, enregistrement et notification des accords bilatéraux ou multilatéraux conclus par des Parties par dérogation aux dispositions de l'ADR ou de l'ADN, délivrance des autorisations spéciales, etc.;
- Publier tous les deux ans les versions récapitulatives de l'ADR et de l'ADN;
- Coopérer avec des gouvernements et des organisations internationales;
- Fournir des conseils et assurer des formations sur le plan technique, ou participer à des conférences, séminaires ou ateliers d'assistance ou d'information technique (à la demande et en fonction des ressources disponibles).

### Produits/activités

#### a) Séances et documents correspondants

9.1 Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses (100<sup>e</sup> et 101<sup>e</sup> sessions en 2016, 102<sup>e</sup> et 103<sup>e</sup> sessions en 2017) (36 séances).

*Documents :* Rapports des sessions (4); deux séries de documents concernant des amendements aux annexes techniques de l'ADR ou la mise en œuvre de l'Accord; liste récapitulative des amendements à l'ADR qui seront adoptés pour entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

9.2 Réunion commune de la Commission d'experts du RID et du Groupe de travail des transports de marchandises dangereuses (sessions de printemps et d'automne en 2016 et en 2017) (48 séances).

*Documents :* Rapports des sessions (4); deux séries de documents concernant des amendements à l'ADR, au RID et à l'ADN.

9.3 Réunion commune d'experts sur le Règlement annexé à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) (vingt-huitième et vingt-neuvième sessions en 2016, trentième et trente et unième sessions en 2017) (36 séances).

*Documents :* Rapports des sessions (4); deux séries de documents concernant des amendements au Règlement annexé à l'ADN ou la mise en œuvre de ce dernier.

9.4 Comité de gestion de l'ADN (seizième et dix-septième sessions en 2016, dix-huitième et dix-neuvième sessions en 2017) (4 séances).

*Documents :* Rapports des sessions (4); deux séries de documents concernant des amendements à l'ADN ou l'administration de celui-ci; liste récapitulative des amendements à l'ADN qui seront adoptés pour entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

b) *Publications et autres supports d'information*

9.5 Édition récapitulative révisée de l'ADR pour 2017 (applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017) (versions papier, CD-ROM et en ligne).

9.6 Édition récapitulative révisée de l'ADN pour 2017 (applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017) (versions papier, CD-ROM et en ligne).

9.7 Publication sur le site Web<sup>3</sup> d'informations juridiques relatives à l'ADR et à l'ADN (état des accords, autorités compétentes, consignes écrites, notifications, accords bilatéraux ou multilatéraux, autorisations spéciales, etc.).

c) *Coopération technique*

9.8 Assistance juridique et technique aux Parties contractantes à l'ADR et à l'ADN aux fins d'une mise en œuvre efficace des accords, ainsi qu'aux pays membres ou non membres de la CEE intéressés par une adhésion.

9.9 Coopération avec des gouvernements et des organisations internationales : fourniture de conseils et organisation de formations sur le plan technique, ou participation à des conférences, séminaires ou ateliers d'assistance ou d'information technique (à la demande et en fonction des ressources disponibles).

## Module 10

### Transport des marchandises dangereuses (Conseil économique et social)<sup>4</sup>

---

*Description du module (facultatif)*

*Réalisations escomptées*

Élaboration et révision de recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses, rédigées sous la forme de Règlement type, compte tenu des progrès techniques, de l'apparition de nouvelles matières et matériaux dangereux, des besoins des systèmes modernes de transport et, surtout, des impératifs de sécurité et de sûreté des personnes et des biens ainsi que de protection de l'environnement. Ces recommandations fourniront un socle visant à permettre l'établissement uniforme de règlements nationaux et internationaux s'appliquant aux divers modes de transport.

Adoption d'amendements aux Recommandations de l'ONU relatives au transport des marchandises dangereuses (Règlement type) et au Manuel d'épreuves et de critères, et publication de nouvelles recommandations en 2016 et, en 2017, de nouvelles versions récapitulatives du Règlement type et du Manuel d'épreuves et de critères tenant compte des amendements et des nouvelles recommandations.

Mise en œuvre effective des recommandations au moyen d'instruments juridiques nationaux et internationaux.

Principales tâches de la Division des transports durables :

<sup>3</sup> [www.unece.org/trans/danger/danger.html](http://www.unece.org/trans/danger/danger.html).

<sup>4</sup> Pour information seulement. Le programme de travail du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques du Conseil économique et social pour 2015-2016 figure dans les documents ST/SG/AC.10/C.3/92, par. 95, et ST/SG/AC.10/C.4/56, annexe III, tel que récapitulé dans le document E/2015/66, par. 50 et 51. Il a été approuvé par le Conseil le 5 juin 2015 (résolution 2015/7 du Conseil). Le programme de travail pour 2017-2018 sera décidé en 2016 par le Bureau du Conseil économique et social.

- Assurer le secrétariat du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques du Conseil économique et social et de son Sous-Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses;
- Faire rapport tous les deux ans au Conseil économique et social;
- Publier tous les deux ans les nouvelles recommandations du Comité;
- Publier tous les deux ans les versions récapitulatives des Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses (Règlement type) et du Manuel d'épreuves et de critères s'y rapportant;
- Coopérer avec les gouvernements et les organisations internationales;
- Fournir des conseils et organiser des formations sur le plan technique, ou participer à des conférences, séminaires ou ateliers d'assistance ou d'information technique (à la demande et en fonction des ressources disponibles).

### **Produits/activités**

#### *a) Séances et documents correspondants*

10.1 Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (huitième session en 2016) (1 séance).

*Documents :* Rapport de la session (1) et additifs (3) (additionnel) présentant les listes récapitulatives des amendements aux Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses (Règlement type), au Manuel d'épreuves et de critères et au Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (1).

Rapport du Secrétaire général au Conseil économique et social (1).

10.2 Sous-Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses (quarante-neuvième et cinquantième sessions en 2016, cinquante et unième et cinquante-deuxième sessions en 2017) (54 séances).

*Documents :* Rapports des sessions (4); documents concernant des amendements aux Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses et la mise en œuvre de celles-ci (2).

#### *b) Publications et autres supports d'information*

10.3 Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses (Règlement type), vingtième édition révisée (2017) (versions papier, CD-ROM et en ligne) (1).



10.4 Recommandations relatives au transport des marchandises dangereuses : Manuel d'essais et de critères, septième édition révisée (2017) (versions papier, CD-ROM et en ligne) (1).

10.5 Publication d'informations sur les activités relatives au transport des marchandises dangereuses sur le site Web <http://www.unece.org/fr/transport/areas-of-work/dangerous-goods/marchandises-dangereuses-accueil.html>.

c) *Coopération technique*

10.6 Services de conseil aux pays sur le transport de marchandises dangereuses et autres cargaisons spéciales aux fins de la mise en œuvre effective des Recommandations y relatives (à la demande et en fonction des ressources disponibles).

10.7 Services de conseil aux gouvernements, aux organisations internationales, aux organisations gouvernementales et non gouvernementales et aux institutions privées, et coopération avec ces entités : fourniture de conseils et organisation de formations sur le plan technique, ou participation à des conférences, séminaires ou ateliers d'assistance ou d'information technique (à la demande et en fonction des ressources disponibles).

## **Module 11**

### **Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH)<sup>5</sup>**

<i>Description du module (facultatif)</i>	<i>Réalisations escomptées</i>
Examen de recommandations et de questions techniques concernant tous les aspects de la classification et de l'étiquetage des produits chimiques, qu'il s'agisse de leur production, de leur stockage, de leur transport, de leur utilisation sur les lieux de travail, de leur utilisation par les consommateurs ou de leur présence dans l'environnement. Élaboration de nouvelles recommandations, affinement et modification des critères existants en vue de renforcer le niveau de protection des salariés, des consommateurs, du grand public et de l'environnement tout en facilitant les échanges commerciaux, en coopération avec le Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses du Conseil économique et social.	Adoption d'amendements au SGH visant à préciser ou harmoniser davantage les critères de classification et d'étiquetage actuels ou à adopter de nouveaux critères, de façon à maintenir ou renforcer le niveau de protection de l'environnement et des personnes qui fabriquent, manipulent, transportent ou utilisent des produits chimiques dangereux, en veillant à l'harmonisation et à la cohérence et en facilitant la mise en œuvre effective des dispositions dans les législations internationale et nationales; et publication en 2017 de la septième édition révisée du SGH.  Mise en œuvre effective du SGH au moyen d'instruments juridiques nationaux et internationaux.

Principales tâches de la Division des transports durables :

- Assurer le secrétariat du Sous-Comité d'experts du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH) du Conseil économique et social, lequel le Sous-Comité

<sup>5</sup> Pour information seulement. Le programme de travail du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques du Conseil économique et social pour 2015-2016 figure dans les documents ST/SG/AC.10/C.3/92, par. 95, et ST/SG/AC.10/C.4/56, annexe III, tel que récapitulé dans le document E/2015/66, par. 50 et 51. Il a été approuvé par le Conseil le 5 juin 2015 (résolution 2015/7 du Conseil). Le programme de travail pour 2017-2018 sera décidé en 2016 par le Bureau du Conseil économique et social.



est chargé des activités suivantes : veiller à ce que le SGH conserve sa pertinence et son utilité pratique; déterminer s'il est nécessaire de mettre à jour les critères techniques et, si oui, décider du calendrier à suivre; promouvoir dans le monde entier l'utilisation et l'application du SGH; en faciliter la compréhension; fournir des orientations sur son application et sur l'interprétation des critères en vue d'une application cohérente; le rendre utilisable et applicable à l'échelle mondiale;

- Administrer le SGH (notamment regrouper et vérifier les amendements; et mettre à jour et diffuser des renseignements concernant le SGH, notamment l'état de sa mise en œuvre, sur le site Web du secrétariat);
- Publier les versions récapitulatives du SGH à la demande du Sous-Comité;
- Coopérer avec les gouvernements, les organisations internationales et les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales en vue de faire connaître le SGH et de le faire appliquer, selon qu'il convient;
- Fournir des conseils et organiser des formations sur le plan technique, ou participer à des conférences, séminaires ou ateliers d'assistance ou d'information technique (à la demande et en fonction des ressources disponibles).

### **Produits/activités**

#### *a) Séances et documents correspondants*

11.1 Sous-Comité d'experts du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (trente et unième et trente-deuxième sessions en 2016, trente-troisième et trente-quatrième sessions en 2017) (20 séances).

*Documents :* Rapports des sessions (4); deux séries de documents concernant des amendements relatifs à la mise en œuvre du SGH (2).

#### *b) Publications et autres supports d'information*

11.2 Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (SGH), sixième édition révisée (2017) (versions papier, CD-ROM et en ligne) (1).

11.3 Publication d'informations sur les activités relatives au SGH sur le site Web <http://www.unece.org/fr/transport/areas-of-work/dangerous-goods/marchandises-dangereuses-accueil.html>.

#### *c) Coopération technique*

11.4 Informations juridiques relatives à la mise en œuvre du SGH tenues à jour par le secrétariat et publiées sur Internet (état de sa mise en œuvre, dates d'entrée en vigueur, périodes de transition, etc.).

11.5 Assistance aux pays aux fins de la mise en œuvre effective du SGH (additionnel).

11.6 Assistance technique aux gouvernements, aux organisations internationales, aux organisations gouvernementales et non gouvernementales et aux institutions privées et coopération avec ces entités : fourniture de conseils et organisation de formations sur le plan technique, ou participation à des conférences, séminaires ou ateliers d'assistance ou d'information technique (à la demande et en fonction des ressources disponibles).

## **Module 12**

### **Transport des denrées périssables**

*Description du module (facultatif)*

*Réalisations escomptées*

Les principaux objectifs de ce module sont les suivants : Renforcement et actualisation des prescriptions internationales régissant le transport des denrées périssables

- Prendre et mettre en œuvre des mesures visant à accroître la durée de conservation des denrées périssables lors de leur transport, en particulier au cours des transports internationaux;
- Promouvoir la facilitation du transport international des denrées périssables par une harmonisation des prescriptions et règles y relatives ainsi que des procédures administratives et de la documentation auxquelles ce transport est soumis;
- Élargir et mettre à jour l'Accord européen relatif aux transports internationaux de denrées périssables et aux engins spéciaux à utiliser pour ces transports (ATP), conclu à Genève en 1970;
- Assurer l'harmonisation de l'ATP avec d'autres normes et instruments juridiques pertinents régissant le transport des denrées périssables élaborés dans le cadre d'autres instances.

Principales tâches de la Division des transports durables :

- Assurer le secrétariat du Groupe de travail du transport des denrées périssables (WP.11);
- Publier des versions mises à jour de l'ATP (versions papier et électronique) et du Manuel ATP (version électronique seulement);
- Organiser des activités, notamment des ateliers, visant à renforcer la mise en œuvre de l'ATP et à promouvoir l'adhésion de nouveaux États;
- Coopérer avec les gouvernements et d'autres intervenants (organisations intergouvernementales et non gouvernementales) dans le domaine du transport réfrigéré.

**Produits/activités***a) Séances et documents correspondants*

12.1 Groupe de travail du transport des denrées périssables (WP.11) : soixante-douzième session (4-7 octobre 2016), soixante-treizième session (dates à décider en 2017) (16 séances).

*Documents :* Rapports des sessions annuelles du WP.11 (2); un ensemble de documents concernant notamment les sujets suivants : échange d'informations relatives à l'application de l'ATP; propositions d'amendements à l'ATP et à ses annexes; propositions d'ajouts au Manuel ATP; propositions relatives à une éventuelle extension du champ d'application de l'ATP; programme de travail, évaluation biennale et plan de travail (2).

*b) Publications et autres supports d'information*

12.2 Publication de l'édition de 2016-2017 de l'ATP (1).

12.3 Mises à jour du Manuel ATP sur le site Web de la Division des transports durables.

*c) Coopération technique*

12.4 Activités, notamment d'éventuels ateliers, visant à renforcer l'application de l'ATP, à promouvoir l'adhésion de pays (qu'ils soient ou non membres de la CEE) et à réduire les effets sur l'environnement du transport réfrigéré.

12.5 Coopération avec d'autres entités actives dans le domaine du transport réfrigéré, notamment l'Association internationale de la construction de carrosseries et de remorques, l'Institut international du froid et Transfrigoroute International.

## **Module 13**

### **Statistiques des transports**

*Description du module (facultatif)**Réalisations escomptées*

Collecte et compilation de statistiques sur les transports, y compris des données sur la circulation routière, les accidents de la route et les transports ferroviaires. Développement et mise à jour de la base de données en ligne de statistiques des transports de la CEE afin d'assurer la disponibilité de statistiques fiables, pertinentes, actualisées et d'utilisation facile.

Mise au point de méthodes et d'une terminologie appropriées et communes en vue de l'harmonisation des statistiques et de la définition d'indicateurs sur les transports durables. Il s'agit notamment de méthodes de collecte et de compilation de statistiques sur les transports routiers, ferroviaires ou combinés et sur les transports par voie navigable et par conduite, ainsi que sur les accidents de la route, en collaboration et en coordination avec d'autres organes de la CEE et des organisations internationales concernées, de manière à favoriser la mise à disposition de statistiques complètes, actualisées et fiables permettant d'analyser et de

Accroissement de la disponibilité et du champ d'observation des statistiques des transports.

planifier des transports durables, et à améliorer la comparabilité internationale des statistiques des transports.

Principales tâches de la Division des transports durables :

- Assurer le secrétariat du Groupe de travail des statistiques des transports et de son équipe d'experts;
- Tenir à jour une base de données en ligne de statistiques sur les transports terrestres;
- Représenter la CEE au sein du Groupe de travail intersecrétariats sur les statistiques des transports;
- Coordonner la compilation et la diffusion des données pour les recensements de 2015 de la circulation sur les routes E et les lignes ferroviaires E;
- Fournir un appui technique à la coopération technique et au renforcement des capacités dans le domaine des statistiques des transports.

### **Produits/activités**

#### *a) Séances et documents correspondants*

13.1 Groupe de travail des statistiques des transports (soixante-septième session en 2016).

*Documents :* Rapport de la session annuelle du Groupe de travail (4); documents relatifs à l'évolution méthodologique et l'harmonisation des statistiques des transports, aux activités du Groupe de travail intersecrétariats sur les statistiques des transports (Eurostat, Forum international des transports et CEE), aux recensements de 2015 de la circulation sur les routes E et les lignes ferroviaires E, et à la mise en œuvre du document d'orientation de la CEE sur la collecte et la diffusion des statistiques des transports.

13.2 Groupe de travail des statistiques des transports (soixante-huitième session en 2017).

*Documents :* Rapport de la session annuelle du Groupe de travail (4); documents relatifs à l'évolution méthodologique et l'harmonisation des statistiques des transports, aux activités du Groupe de travail intersecrétariats sur les statistiques des transports (Eurostat, Forum international des transports et CEE), aux recensements de 2015 de la circulation sur les routes E et les lignes ferroviaires E, et à la mise en œuvre du document d'orientation de la CEE sur la collecte et la diffusion des statistiques des transports.

#### *b) Publications et autres supports d'information*

13.3 Base de données en ligne sur les statistiques des transports terrestres.

13.4 Publication du « Bulletin annuel de statistiques des transports pour l'Europe et l'Amérique du Nord ».

13.5 Publication de « Statistiques des accidents de la circulation routière en Europe et en Amérique du Nord ».

13.6 Publication de cartes et données concernant le recensement de la circulation sur les routes E effectué en 2015.

13.7 Publication de cartes et données concernant le recensement de la circulation sur les lignes ferroviaires E effectué en 2015.

13.8 Publication des principaux indicateurs concernant les transports dans la région de la CEE (« Main Transport Indicators in the UNECE Region ») (2 éditions).

13.9 Publication de la cinquième édition (ou amendements à la quatrième édition) du Glossaire des statistiques des transports, avec la collaboration d'Eurostat et du Forum international des transports.

*c) Coopération technique*

13.10 Appui à la coopération technique et au renforcement des capacités, en vue d'aider les pays à collecter, organiser et automatiser les statistiques des transports, notamment en organisant des ateliers de formation et en tirant parti des connaissances spécialisées des gouvernements des pays membres et des organisations internationales.

## **Module 14**

### **Transport routier et Projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM)**

---

*Description du module (facultatif)*

*Réalisations escomptées*

Le Groupe de travail des transports routiers (SC.1) s'attache à promouvoir le développement et la facilitation des transports internationaux de marchandises et de voyageurs par la route en harmonisant et en simplifiant les règles et prescriptions auxquelles sont soumis ces transports. Pour atteindre cet objectif, le SC.1 établit, gère et met à jour des instruments juridiques internationaux. Le SC.1 est également l'organe dont relèvent des groupes d'experts techniques tels que ceux qui sont chargés des règles relatives aux tachygraphes numériques ou du transport de voyageurs par autocar ou autobus. Il élabore en outre des recommandations non contraignantes et des pratiques de référence dans les transports routiers internationaux, telles que la Résolution d'ensemble sur la facilitation des transports routiers internationaux (R.E.4). Il coopère également au Projet d'autoroute transeuropéenne Nord-Sud (TEM) et étudie ses usages possibles. Enfin, le SC.1 œuvre en faveur de la mise en place d'une assurance responsabilité civile pour les véhicules à moteur (système de la Carte verte). La participation au SC.1 est ouverte à tous les pays du monde.

Meilleure application de l'Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR).

Renforcement des capacités des pays de la CEE qui participent au projet TEM.

Principales tâches de la Division des transports durables :

- Assurer le secrétariat du Groupe de travail des transports routiers et l'aider à administrer et mettre à jour les instruments juridiques pertinents;
- Recueillir et diffuser des informations afin de faciliter l'échange, entre les pays membres, de données sur leur politique en matière de transports routiers et d'autres faits nouveaux;
- Faciliter la communication entre les gouvernements et avec d'autres acteurs du secteur des transports routiers (organisations intergouvernementales et non gouvernementales, organisations régionales d'intégration économique, secteur privé et milieu universitaire), et coordonner la coopération afin d'assurer l'exécution des obligations énoncées dans les instruments juridiques pertinents.

Principaux instruments juridiques administrés par le Groupe de travail des transports routiers (SC.1) :

- L'Accord européen sur les grandes routes de trafic international (AGR) du 15 novembre 1975 définit le réseau « E » des routes présentant une importance stratégique pour le trafic international ainsi que les normes auxquelles elles doivent satisfaire;
- L'Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR) du 1<sup>er</sup> juillet 1970 vise à améliorer la sécurité routière et à réglementer les heures de conduite et de repos des conducteurs. Il s'applique aux transports internationaux par route effectués au moyen de véhicules de transport de marchandises de plus de 3,5 t et de véhicules de transport de voyageurs pouvant transporter plus de neuf personnes, conducteur compris;
- La Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR) du 19 mai 1956 et ses protocoles uniformisent les contrats de transport de marchandises par route en réglementant les responsabilités et engagements des parties concernées;
- La Convention relative au contrat de transport international de voyageurs et de bagages par route (CVR) du 1<sup>er</sup> mars 1973 uniformise les conditions régissant le contrat de transport international de voyageurs et de bagages par route;
- La Convention relative au régime fiscal des véhicules routiers à usage privé en circulation internationale du 18 mai 1956 exempte de taxes et droits les véhicules routiers internationaux.

**Produits/activités***a) Séances et documents correspondants*

14.1 Groupe de travail des transports routiers (111<sup>e</sup> session en 2016; 112<sup>e</sup> session en 2017).

*Documents :* Rapports des sessions (2); autres documents (8), notamment documents relatifs à des amendements à l'AETR (2), à des propositions pour un accord mondial sur le transport régulier international de voyageurs par autobus et autocar (OmniBUS) (2) et aux activités concernant le projet TEM (2, additionnels), ainsi que rapports du Président des Bureaux (2, additionnels). Les autres documents seront définis au cours des sessions.

14.2 Groupe d'experts de l'Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR) (3 sessions en 2016; au moins 2 sessions en 2017) (5 séances).

*Documents :* Rapports des sessions (5); autres documents (6), notamment documents relatifs à la mise en œuvre de l'AETR (5); autres documents, notamment le Programme de travail du Groupe d'experts (1, additionnel); et documents additionnels à déterminer par les experts.

*b) Publications et autres supports d'information*

14.3 Carte du réseau des routes E (1, additionnel).

14.4 Version récapitulative de l'AGR (1, additionnel).

*c) Coopération technique*

14.5 Ateliers et séminaires du projet TEM (2).

14.6 Projet opérationnel relatif au TEM (1).

## **Module 15**

### **Sécurité de la circulation routière**

*Description du module (facultatif)**Réalisations escomptées*

Le Groupe de travail de la sécurité et de la circulation routières (WP.1) examine les questions relatives à la sécurité de la circulation routière et adopte des mesures appropriées en vue de l'améliorer. À cette fin, il s'efforce notamment de renforcer l'efficacité de l'application des Conventions sur la circulation et sur la signalisation routières de 1968 et des Accords européens de 1971 les complétant, et élabore des propositions de mise à jour de ces instruments juridiques ainsi que des Résolutions d'ensemble sur la circulation (R.E.1) et sur la signalisation (R.E.2) routières. Le WP.1 favorise également les progrès de la sécurité de la circulation routière grâce à une utilisation optimale des nouvelles technologies. Il mène aussi des activités visant à faire prendre conscience de l'importance de la sécurité routière dans le cadre de la Décennie d'action pour la

Meilleure application des Conventions de Vienne sur la circulation et sur la signalisation routières, des accords européens les complétant et des résolutions d'ensemble sur la circulation et sur la signalisation routières.

sécurité routière, 2011-2020 et des objectifs 3 et 11 du Programme de développement durable pour 2030.

Principales tâches de la Division des transports durables :

- Assurer le secrétariat du Groupe de travail de la sécurité et de la circulation routières et l'aider à administrer et mettre à jour les instruments juridiques pertinents;
- Faciliter les échanges de données entre pays membres concernant l'évolution des politiques en matière de sécurité de la circulation routière;
- Coordonner la coopération entre les pouvoirs publics et d'autres intervenants (organisations intergouvernementales et non gouvernementales, organisations régionales d'intégration économique, secteur privé et milieux universitaires) visant à promouvoir la sécurité de la circulation routière.

Principaux instruments juridiques administrés par le Groupe de travail de la sécurité et de la circulation routières (WP.1) :

- La Convention de Vienne de 1968 sur la circulation routière définit des règles communes concernant tous les facteurs qui influent sur la sécurité de la circulation routière internationale, y compris ceux qui se rapportent au chauffeur et au véhicule, et constitue le texte de référence dont s'inspirent de nombreux codes de la route dans le monde;
- La Convention de Vienne de 1968 sur la signalisation routière définit plus de 200 signaux routiers de référence et établit des normes communes pour les feux de circulation et des conditions uniformes concernant les marques routières.

La mise en œuvre de ces deux conventions est appuyée par deux recueils de bonnes pratiques, à savoir la Résolution d'ensemble sur la circulation routière (R.E. 1) et la Résolution d'ensemble sur la signalisation routière (R.E.2).

*Autres activités dans le cadre du module*

*Création d'un groupe d'experts de la signalisation routière*

À l'issue des débats tenus à ses soixante-troisième et soixante-quatrième sessions (Genève, 19-22 mars et 24-27 septembre 2012), le WP.1 a recommandé la création, pour une durée limitée, d'un groupe d'experts qui serait chargé d'examiner la Convention de 1968 sur la signalisation routière ainsi que l'Accord européen de 1971 la complétant, et de suggérer des moyens qui permettraient de les interpréter plus facilement et de les mettre en œuvre de manière plus efficace.



Le Comité exécutif de la CEE a approuvé la création de ce groupe d'experts et son mandat le 11 juillet 2013. Le groupe est ouvert à tous les États membres de la CEE, à l'Union européenne, aux milieux universitaires et au secteur privé. Il devrait fonctionner jusqu'au 31 décembre 2015, avec possibilité de prolongation, le cas échéant.

*Création d'un groupe d'experts de la sécurité aux passages à niveau*

À sa soixante-treizième session (Genève, 1<sup>er</sup>-3 mars 2011), le Comité des transports intérieurs a souligné qu'il importait d'examiner les questions clés relatives au renforcement de la sécurité aux passages à niveau et a recommandé que le WP.1, le Groupe de travail des transports routiers (SC.1) et le Groupe de travail des transports par chemin de fer (SC.2) envisagent de créer, pour une durée limitée, un groupe commun d'experts pour étudier les moyens de renforcer la sécurité aux passages à niveau en se fondant sur l'expérience pertinente d'autres organismes, tels que l'Agence ferroviaire européenne.

Le Comité exécutif de la CEE a approuvé la création de ce groupe d'experts et son mandat le 11 juillet 2013. Le groupe est ouvert à tous les États membres de la CEE, à l'Union européenne, aux milieux universitaires et au secteur privé. Il devrait fonctionner jusqu'au 31 décembre 2015, avec possibilité de prolongation, le cas échéant.

### **Produits/activités**

*a) Séances et documents correspondants*

15.1 Groupe de travail de la sécurité et de la circulation routières (soixante-douzième et soixante-treizième sessions en 2016, soixante-quatorzième et soixante-quinzième sessions en 2017). Si les États membres de la CEE l'estiment nécessaire, une cinquième session pourrait avoir lieu ailleurs qu'à Genève.

*Documents :* Rapports des sessions (5); autres documents (12), notamment documents relatifs à la cohérence entre la Convention de 1968 sur la circulation routière et les règlements techniques concernant les véhicules ainsi qu'à des propositions d'amendements, et documents informels concernant d'autres questions et activités intéressant le Groupe de travail (notamment la méthode pour un système sûr, les systèmes d'aide à la conduite, les enquêtes pluridisciplinaires sur les accidents, le manque d'attention au volant). Les autres documents (y compris ordres du jour, rapports et documents officiels établis par et pour les organes subsidiaires du WP.1) seront définis au cours des sessions.

15.2 Groupe d'experts de la signalisation routière (4 sessions en 2016).

*Documents* : Rapports des sessions (4); autres documents (4). Les autres documents seront définis par les experts.

15.3 Groupe d'experts du renforcement de la sécurité aux passages à niveau (4 sessions en 2016).

*Documents* : Rapports des sessions (4); autres documents (3). Les autres documents seront définis par les experts.

b) *Publications et autres supports d'information*

15.4 Sécurité routière et différences culturelles.

15.5 Évaluation de la mise en œuvre de la Convention sur la signalisation routière de 1968.

15.6 Gestion et coordination de la sécurité routière : autres méthodes et pratiques (additionnel).

15.7 Panneaux à message variable (additionnel).

c) *Coopération technique*

15.8 Atelier sous-régional de renforcement des capacités en Asie centrale et en Asie du Sud-Est sur les possibilités de gestion de la sécurité routière et les structures de coordination.

15.9 Création éventuelle d'un fonds d'affectation spéciale pour la sécurité routière.

## Annexe

## Module 8

### Programme paneuropéen sur les transports, l'environnement et la santé (PPE-TSE)

#### Programme de travail du PPE-TSE pour 2015-2016

<i>Activité du PPE-TSE</i>	<i>Pays/organisation hôte chef de file</i>	<i>Date</i>
<b>a) Élaborer un programme pour attirer et soutenir des investissements dans des transports respectueux de l'environnement et de la santé</b>		
Suite donnée à la quatrième Réunion de haut niveau sur les transports, l'environnement et la santé, y compris promotion du PPE-TSE à la COP 21 et suite donnée à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Conférence Rio +20)	Comité directeur et secrétariat du PPE-TSE	2015
<b>b) Renforcer les capacités pour une meilleure intégration des politiques des transports, de l'environnement et de la santé</b>		
Course de relais 8 : Atelier sous-régional visant à poursuivre la mise en œuvre de la Déclaration de Paris (en cours)	Irkoutsk et Moscou (Fédération de Russie)	2015
Poursuite de l'élaboration des outils d'évaluation économique des effets sanitaires liés à la marche et à la pratique du vélo de manière à y intégrer de nouveaux paramètres sanitaires et de nouveaux facteurs de risque (en cours)	OMS, Commission européenne (Direction générale de la recherche, projet PASTA) <sup>6</sup> , Réseau européen pour la promotion de l'activité physique favorable à la santé (HEPA Europe)	2015-2016
Élaboration d'une publication sur l'emploi dans le secteur des transports respectueux de l'environnement et de la santé dans le cadre du Partenariat PPE-TSE (achevé)	Secrétariat du PPE-TSE et Partenariat du PPE-TSE	2015
Utilisation de l'outil de suivi et d'évaluation du Projet relatif aux futurs systèmes de transport intérieur (ForFITS) pour promouvoir la planification de politiques de transport durable	Division des transports durables de la CEE	2015-2016
<b>c) Partager et diffuser de bonnes pratiques en matière de transports respectueux de l'environnement et de la santé</b>		
Élaboration de supports publicitaires (mise à jour de la brochure sur le PPE-TSE et publication de la Déclaration de Paris et du plan de travail pour 2014-2019)	Secrétariat du PPE-TSE et pays chefs de file	2015-2016

<sup>6</sup> Le projet Activité physique grâce à des stratégies de transport viables (PASTA) est un programme de recherche approuvé par la Communauté européenne au titre de son septième programme-cadre (7<sup>e</sup> PC) pour la recherche. Il porte sur les possibilités d'innovations sociales visant à promouvoir l'exercice physique. Le projet PASTA sera mis en œuvre par un consortium dirigé par l'Institut des études sur le transport de l'Université des ressources naturelles et des sciences de la vie (Autriche), l'Université de Zurich, l'Université d'Oxford et le réseau Polis de villes et régions européennes collaborant à la mise au point de technologies et politiques innovantes pour les transports locaux ([www.polis-online.org/](http://www.polis-online.org/)).

<i>Activité du PPE-TSE</i>	<i>Pays/organisation hôte chef de file</i>	<i>Date</i>
Campagne de communication auprès des établissements scolaires et des collectivités locales en vue de populariser des expériences de transports urbains respectueux de l'environnement et de la santé (par exemple le prix du PPE-TSE, des concours de photographie, de courts-métrages ou d'art) (en cours)	Secrétariat du PPE-TSE et pays intéressés	2015-2016
Modernisation du Portail d'échange d'informations du PPE-TSE en vue de la quatrième Réunion de haut niveau	CEE et consultant	2015-2016
<b>d) Faciliter la mise en œuvre d'activités aux niveaux local, national et régional</b>		
Lancement et mise en œuvre d'activités dans le cadre du Partenariat du PPE-TSE pour un Plan directeur paneuropéen pour la pratique du vélo	Secrétariat du PPE-TSE, Autriche, Fédération européenne des cyclistes et autres acteurs (à déterminer)	2015-2016
Fourniture aux États membres, à leur demande, d'une assistance technique aux fins de l'élaboration des plans d'action nationaux pour les transports, la santé et l'environnement compte tenu du guide établi à cet égard et par le biais de l'Académie du Programme paneuropéen	Pays bénéficiant de l'assistance et pays la fournissant (à déterminer)	2015-2016
<b>e) Soutenir des projets internationaux de sensibilisation et de coopération pour favoriser les meilleures pratiques et une démarche intégrée en matière de politiques des transports, de l'environnement et de la santé</b>		
Renforcement de la collaboration avec la Commission européenne, les institutions financières internationales et d'autres mécanismes internationaux (par exemple le Processus européen sur l'environnement et la santé) ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales et le secteur privé, pour atteindre les buts prioritaires du PPE-TSE (en cours)	Secrétariat du PPE-TSE, CE et institutions financières internationales	2015-2016
<b>f) Améliorer les mécanismes de suivi et de communication d'informations en vue de la mise en œuvre</b>		
Élaboration d'un cadre et d'indicateurs convenus destinés à contrôler régulièrement la mise en œuvre des objectifs énoncés dans la Déclaration de Paris (en cours)	Bureau du Comité directeur et secrétariat du PPE-TSE	2015-2016

## II. Réunions statutaires du PPE-TSE pour la période 2015-2016

<i>Organe du PPE-TSE (état d'avancement)</i>	<i>Date et lieu</i>
Bureau du Comité directeur, vingt-septième réunion	25 et 26 juin 2015 (OMS, Copenhague)
Comité directeur, treizième session	18 et 19 novembre 2015 (Palais des Nations, Genève)
Bureau du Comité directeur, vingt-huitième réunion	20 novembre 2015 (Palais des Nations, Genève)
Bureau du Comité directeur, vingt-neuvième réunion	Juin 2016 (OMS, Copenhague)
Comité directeur, quatorzième session	7 et 8 novembre 2016 (siège de l'OMS, Genève)
Bureau du Comité directeur, trentième réunion	9 novembre 2016 (siège de l'OMS, Genève)